Des relations internationales nouvelles :
La crise syrienne comme pierre angulaire ?

Par
Walid Ramez ARBID

Le conflit syrien est aujourd’hui un des conflits les plus meurtriers de l’histoire du Moyen-Orient : avec environ 160 000 morts, 2,6 millions de réfugiés et des pertes culturelles importantes. Par sa place géographique, la Syrie occupe une place fondamentale dans le cœur de la région : elle est la pierre angulaire du Moyen-Orient. Face à des dynamiques internationales changeantes, peut-on dire que la crise syrienne entraîne une évolution des relations internationales entre les puissances ? Cette question nous ramène à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement de l'Union soviétique.

Après la fin de la guerre froide le monde est passé d’un système bipolaire à un système unilatéral : dominé par l’hégémonie américaine, caractérisée par une main mise sur les affaires et décisions de l’ensemble des questions internationales et en particulier celle du Moyen-Orient, qui s’est manifestée par le droit d’ingérence autoproclamé des Etats-Unis. Washington avait, notamment, sous la présidence de Georges H. Bush (Père) mené la première guerre du Golfe contre l'Irak en 1991 sous prétexte de défendre le Koweït face à l’occupation irakienne. Il est aussi nécessaire de noter l’absence de l’adversaire russe sur l’échiquier international. Les Etats-Unis ont donc pu contrôler les enjeux des questions internationales en l’absence d’adversaires mondiaux.

Le nouvel ordre américain continu de régler les affaires du monde. En effet, Washington s’organisa après sa victoire dans la guerre froide et elle devient la seule puissance et son rôle est d’organiser l’héritage : dans les enjeux et conflits, notamment, la guerre des Balkans, l’éclatement de la Yougoslavie, la guerre d’Afghanistan, ainsi jusqu'à l'invasion de l'Irak en 2003.
L’émergence de Washington en tant que celle grande puissance mondiale lui a doté le pouvoir d’influencé les décisions des institutions et organisation internationales dont notamment : le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et en particulier le système politique international, remplaçant petit à petit le droit public international.
Notons que le droit international s’est construit à l’origine comme un outil de régulation des relations entre états, sans pour autant menacer leurs souverainetés ni leurs rapport de puissance. Très concrètement, la justice ou l’action de conscience morale ne sont prise en compte qu’une fois les intérêts nationaux des puissances assurés. J’estime aussi que le droit international a longtemps reflété assez précisément sur les rapports de puissance, comme par exemple, les traités de paix qui ont toujours rendu compte de la relation entre le vainqueur et le vaincu

.
En effet, le nouvel ordre international instauré par les américains se voit bouleverser par une atteinte à la sécurité nationale américaine avec les attentats du 11 Septembre 2001. Le monde entier a soutenu Washington dans son engagement dans « The War on terror » (La guerre contre la terreur). S’ensuit l’invasion des forces de l’OTAN de l’Afghanistan permettant de délogé le Taliban du pouvoir. Les évènements du 11 septembre et la lutte contre le terrorisme qui en suit, a obtenu la sympathie de la communauté internationale, et également le respect des résolutions des Nations Unis. L’observateur en relations internationales constate que sous le prétexte d’organiser l’héritage mondial, les Etats-Unis entreprenaient des violations du droit international. On constate aussi l’utilisation des résolutions du conseil de sécurité afin de légitimer les occupations de l’Afghanistan et de l’Irak.

J’estime qu’un monde nouveau est un entrain de se construire autour de nouvelles conventions sur le plan des relations internationales. C’est la naissance d’un nouveau monde multipolaire, avec l’équilibre des puissances bouleversée depuis la guerre de l’Irak en 2003

.
Le Moyen –Orient est une région sous influences des puissances mondiales. Cette région est devenue le théâtre des conflits et rivalités internationales. Le Moyen-Orient et l’Asie centrale sont les deux régions où se manifeste le plus nette risque de guerres liés à l’instauration d’un nouvel ordre stratégique. Face au retour de la Russie sur la scène internationale en tant que grande puissance, à la consolidation de l’Iran et la Turquie comme puissances régionales et l’Arabie Saoudite comme puissance économique et religieuse, l’influence américaine dans le Moyen-Orient est remise en question.

En réalité, « le printemps arabe » marginalise le problème palestinien afin qu’il ne soit plus la référence incontournable de la région. Il marque le désintérêt des pays arabe pour la cause palestinienne. D’autres problématiques sont désormais prioritaires: le dossier nucléaire iranien, la crise syrienne, la montée de l’extrémisme, la question Kurde et enfin les conflits israélo-arabe centrés autour des ressources énergétiques.

Le Liban subit aujourd’hui intensément les conséquences de la crise syrienne sur son territoire. La question des réfugiés est devenue prioritaires avec plus de 1,3 millions de syriens présents sur le territoire libanais, ce qui correspond à environ 35% de la population libanaise. Le Liban est incapable d’habiliter autant d’individus sur son territoire sans les fonds nécessaires. La résonance de la crise syrienne menace l’équilibre fragile de ce pays sur le plan démographique. Par ailleurs, la participation du Hezbollah dans le conflit, au côté des forces de Bachar Al Assad entraîne une crise politique au sein du pays entre les deux camps pro-syriens et anti-Syriens du gouvernement. Finalement, il est aussi nécessaire d’ajouter la montée de l’extrémisme religieux dans le pays, qui devient la cible de groupes terroristes s’infiltrant au Liban à travers les frontières syriennes.
La crise en Syrie s’inscrit dans trois facteurs : facteurs internes, facteurs régionales et facteurs internationales. La Syrie est la pierre angulaire d’un axe soutenu par la Russie et l’Iran face aux puissances occidentales, les pays arabes modérés et Israël. Or, les accords de Sykes-Picot signés en 1916 entre les forces coloniales françaises et britanniques sont devenus caducs. De leur côté, les Russes et les Chinois se disent opposés à toute intervention militaire en Syrie, à l’imposition d’un changement de régime et aux sanctions. Les Etats-Unis, la France ou la Grande-Bretagne se refreinent d’une intervention militaire sur le territoire syrien, contrairement à l’Arabie Saoudite et au Qatar qui tentent de pousser la communauté internationale de le faire. Pendant ce temps, et ceci compense largement mon point de vue, la Russie maintient une stratégie intéressante en Syrie : le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s’exprimant à New York en marge des réunions à l’ONU, réaffirma que le maintien de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient dépendait de la résolution de la crise syrienne, la « pierre angulaire » de la région. Et, une fois encore, le ministre russe des Affaires étrangères n’a pu que faire référence au scénario libyen. En Syrie, dit Sergueï Lavrov, et contrairement à ce qu’ont fait les Occidentaux en Libye, il affirme qu’« on ne doit pas encourager l’opposition à l’extrémisme et à l’entêtement, mais à défendre ses demandes à la table des négociations pour parvenir à une réconciliation nationale générale, faute de quoi, ce serait la guerre civile qui donnerait lieu à de graves conséquences, non seulement pour la Syrie mais aussi pour la région et le monde entier. »

Selon David Rigoulet-Roze, « la Syrie est une zone sismique et les lignes de faille qui traversent la Syrie ont un prolongement dans toute la région. La Syrie est la caisse de résonnance régionale et sur le plan géopolitique c’est une bombe atomique, c’est pour cela que tout le monde a très peur ».

Je conclus mes analyses comme réponse à ma question, la Syrie qui me semble, un enjeu fondamental dans les relations internationales, cette crise a permis la consolidation de nouveaux acteurs : des puissances régionales et internationales afin de construire un ordre régionale nouveau et de nouvelles relations internationales dans un monde multipolaire. Bien des changements ont eu lieu dans l’histoire des relations internationales : j’espère que la question de la démocratie au Moyen-Orient, et méconnaissances américaines des mécanismes des régionaux peuvent permettre une nouvelle méthode d’analyse de la région.

*Walid Arbid
Professeur a l'université Libanaise,
Avocat a la cour de Beyrouth,
Président de l'Association des Universitaires
Libanais diplômés des Universités Françaises(AULUF)
tel: 009613499299-009611810008*